

Public

Annex 2.2

Vendredi 09 Septembre 2011

ACTUALITES	DEBATS	LOISIRS	PRATIQUE	MULTIMEDIA	EVENEMENTIEL	KIOSQUE	FAIRE LA PUB SUR ABIDJAN24.I
------------	--------	---------	----------	------------	--------------	---------	------------------------------

Vous êtes ici [abidjan24.net](#) >

Laurent Gbagbo President de la République de Côte d'Ivoire

Lundi, 13 Décembre 2010 13:07 L'équipe Abidjan24.net

Like

Share 9



Laurent Gbagbo, de son nom complet Laurent Koudou Gbagbo, né le 31 mai 1945 Ouragahio), est un homme d'État ivoirien. Il est président de la République de Côte d'Ivoire.

En décembre 2010, le Conseil constitutionnel le déclare vainqueur de l'élection présidentielle. Philippe Mangou, commandant de l'armée, et prêtre serment le 4 décembre opposant, Alassane Ouattara, déclaré vainqueur de l'élection par la Commission électorale nationale indépendante. Le ministre Guillaume Soro et une partie[2] de la communauté internationale ayant reconnu la légitimité de Laurent Gbagbo, sa présidence est contestée. Laurent Koudou Gbagbo, originaire du 31 mai 1945 dans le village de Mama dans l'ouest du pays. Cette sous-préfecture de Ouhangbo, est alors placée sous l'administration coloniale de l'Afrique-Occidentale française.

Il voit le jour au sein d'une famille catholique modeste originaire du grand-ouest ivoirien. Gbagbo est sergent de police[3] et sa mère Marguerite Gado, originaire du village de Béni, son père est blessé et fait prisonnier par les troupes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale. Il obtient le titre de la « reconnaissance de la Nation française » le 8 mai 2003.

Formation

Gbagbo débute ses études à l'école primaire publique Plateau, à Agboville, où son père exerce sa profession.

Il obtient son baccalauréat de philosophie au lycée classique d'Abidjan à Cocody, en 1965, puis une licence d'histoire à l'université d'Abidjan en 1968. Il poursuit ses études d'histoire au lycée classique d'Abidjan. Chercheur à l'Institut d'histoire, d'art et d'archéologie africaine (IHAAA) à partir de 1974, il est également titulaire d'un diplôme de la Sorbonne. Il soutient enfin, en juin 1979, une thèse de doctorat en histoire intitulée Les Ressorts socio-économiques de la politique ivoirienne : 19

Militant politique Opposant à Félix Houphouët-Boigny

Membre du Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES), ce syndicaliste actif dans les années 1970 est emprisonné de mars 1971 à janvier 1973. Devenu directeur de l'IHAAA en 1980, il se révèle lors des manifestations étudiantes du 9 février 1982, qui provoquent la fermeture des grandes écoles. C'est durant cette année que naît dans la clandestinité le futur Front populaire ivoirien (FPI).

Parti en exil en France en 1985, il cherche à promouvoir le FPI et son programme de gouvernement visant à lutter contre la dictature du Parti démocratique ivoirien, à promouvoir le multipartisme. Idéologiquement proche du Parti socialiste français, il se lie d'amitié avec Guy Labertit, membre du FPI, et son opposition à Félix Houphouët-Boigny.

Houphouët-Boigny s'inquiète de voir Gbagbo développer un réseau de contacts et trouve que « son remuant opposant serait beaucoup moins efficace »[8]. Fortement pressé de rentrer au pays[9], Gbagbo retourne finalement en Côte d'Ivoire le 13 septembre 1988, Houphouët-Boigny ayant implicitement déclaré que « l'arbre ne se fâche pas contre l'oiseau »[10]. Devenu secrétaire général du FPI lors du congrès constitutif des 19 et 20 novembre 1988, il participe à l'élection présidentielle du 28 octobre 1990 qui est marquée par la première candidature face à celle du président Félix Houphouët-Boigny ; Gbagbo remporte l'élection et lui confère le statut de leader de l'opposition. Les élections législatives du 25 novembre de la même année sont les premières placées sous le sceau de la démocratie. Il obtient neuf sièges sur 175, Gbagbo lui-même étant élu dans la circonscription de Ouragahio, où se trouve sa ville natale.

En mai 1991 puis en février 1992 ont lieu d'importantes manifestations étudiantes. Le 18 février, le Premier ministre Alassane Ouattara fait arrêter Gbagbo.

veille au chef de l'État une loi anti-casseurs[12]. Gbagbo est condamné le 6 mars à deux ans de prison[13] ; il est finalement libéré en août de la mêm

En 1995, Gbagbo appelle au boycott de l'élection présidentielle prévue le 22 octobre, à la suite de la mort du président Houphouët-Boigny, en rais
Henri Konan Bédié, président de l'Assemblée nationale et successeur constitutionnel du défunt président, est élu avec 96,44 % des suffrages.

Lors des élections législatives partielles tenues le 30 décembre 1996, Gbagbo est réélu dans sa circonscription, le FPI remportant cinq des huit sièg

Désigné candidat officiel du FPI lors du troisième congrès du parti, organisé du 9 au 11 juillet 1999, il se présente à l'élection présidentielle du 22 oc
Guéï qui a renversé le président Bédié le 24 décembre 1999. Cette élection est marquée par l'élimination par la Cour suprême de plusieurs candida
— pour cause de « nationalité douteuse », faux et usage de faux sur la filiation — et de l'ancien président Bédié. Les résultats donnent Gbagbo vair
Des heurts s'ensuivent[14]. Gbagbo devient président le 26 octobre, Guéï reconnaissant la légitimité de Gbagbo le 13 novembre. Lors des élections
apporte à Gbagbo une majorité de 91 sièges, contre 70 au PDCI et seize indépendants

Le 19 septembre 2002, des soldats rebelles, disposant d'un armement de qualité dont le financement reste d'origine inconnue, et venant du Burkina
du pays pour réaliser un coup d'Etat alors que le président est à Rome. La situation tourne rapidement à un conflit entre un sud tenu par le go
rebelles, qui s'opposent notamment à la politique de d'« ivoirité » introduite sous la présidence Bédié.

Accords de Marcoussis[modifier]

Article détaillé : Accords Kléber.

Après plusieurs mois de combats, les accords de paix Kléber sont ratifiés par les principaux partis politiques ivoiriens et la rébellion, à Marcou
française (Opération Licorne) se déploie pour patrouiller dans une zone de cessez-le-feu. D'après les termes de l'accord, Gbagbo doit rester en
précédemment exigé sa démission), un gouvernement de réconciliation doit être formé avec un Premier ministre « neutre » et le désarmement
gouvernement inclut le FPI, l'opposition civile et des représentants des groupes rebelles. De plus, des lois doivent être votées afin de satisfaire aux e

L'Organisation des Nations unies délègue à une force d'interposition, l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), la responsabilité d
situation en lieu et place de l'opération Licorne.

Remises en cause des accords

En novembre 2004, huit lois d'apaisement sur les dix-sept prévues sont effectivement votées.

Dans la première semaine du mois de novembre 2004, Laurent Gbagbo lance une offensive dans le secteur des villes rebelles de Bouaké et Korh
le 5 novembre au Conseil de sécurité des Nations unies une extension du mandat de l'ONUCI afin qu'elle puisse s'interposer militairement aux comb
rebelles. Le 6 novembre, les bombardements opérés par l'armée ivoirienne sur la zone de confiance[Quoi ?], notamment à Man et Bouaké font neuf
riposte, l'armée française détruit deux avions de type Soukhoï et les hélicoptères MI-24.

Son mandat prenant théoriquement fin en 2005, Gbagbo fera repousser d'année en année le scrutin présidentiel prévu et ne cessera dès lors de m
au pouvoir à tout prix.

Manifestations violentes

Des manifestations débutent le 6 novembre, une heure trente après le bombardement de Bouaké, en s'accompagnant de pillages. Elles se tourn
Ivoire durant le week-end, ainsi que devant la base française, avant de se diriger en début de semaine en direction du pont Charles-de-Gaulle, pe
l'aéroport et au 43e BIMA.

En décembre 2006, Laurent Gbagbo a écrit à Kofi Annan, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, pour lui demander de rappeler :
Pierre Schori, en poste depuis avril 2005, date à laquelle il avait pris la succession du Béninois Albert Tévoédjrè[16].

Accord de Ouagadougou

Article détaillé : Accord de Ouagadougou.

Du 5 février au 3 mars 2007 ont lieu à Ouagadougou des rencontres entre les délégations des différentes parties. Un accord politique est signé le 4
le président burkinabé Blaise Compaoré qui a joué le rôle de facilitateur.

En conséquence de cet accord, Gbagbo nomme Soro comme Premier ministre le 29 mars, lequel déclare, dans une adresse à la nation le 13 avril[1
Gbagbo pour avoir pris l'initiative du dialogue direct » et « demande Pardon pour tous et au nom de tous ». « Nous devons à présent apprendre à
Dans la foulée, Gbagbo signe le 12 avril une mesure d'amnistie via l'ordonnance 2007-457.

Élection présidentielle de 2010

Élection présidentielle ivoirienne de 2010.

Au premier tour, il arrive en tête avec 38,6 % des suffrages exprimés, devant Alassane Ouattara en obtenant 32,3 et l'ex-président Henri Kona félicitent les Ivoiriens pour leur forte participation (seulement 16 % d'abstentions). La répartition ethnique a imprimé sa marque à la carte des résidents constituant la quasi-totalité des électeurs du Nord-Ouest accordent presque tous leurs suffrages à Ouattara, tandis que le centre du pays, peuplé d'une nette majorité à l'ex-président Bédié; en revanche, le sud du pays, davantage mélangé ethniquement à cause des migrations internes récentes, n'a pas voté en masse. Le krou du sud-ouest, livre un vote moins massif quoique majoritaire en faveur du président sortant. Seuls les deux candidats ayant obtenu le plus de voix ont avancé au second tour. En tant qu'ancien "houphouettiste", l'ex-président Bédié appelle alors ses électeurs à se reporter sur Alassane Ouattara. Le second tour de l'élection présidentielle de 2010, la Commission électorale indépendante (Côte d'Ivoire) [CEI], en majorité composée des membres du gouvernement provisoire quand des membres de cette commission, favorables au président sortant contestent à l'avance les résultats, appuyés par des militaires ont annulé les opérations. Malgré ces incidents, des chiffres sont communiqués après le délai prévu de 3 jours à l'hôtel du Golf, donnant vainqueur Alassane Ouattara[18]. Mais le Conseil constitutionnel, entièrement nommé par le président en place, déclare que les résultats de la CEI sont invalides et annule l'élection[19]. La représentante de la diplomatie de l'Union européenne, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, les présidents Barack Obama et Nicolas Sarkozy partagent que le vainqueur de l'élection est Alassane Ouattara[20].

Son « investiture » se déroule le 4 décembre 2010 à Abidjan (Yamoussoukro étant la véritable capitale politique), avec la présence de seulement l'Angola et le Liban, présents à titre personnel et non diplomatique.

Le Premier ministre Guillaume Soro, qui ne le reconnaît plus comme chef de l'État, remet donc sa démission à Alassane Ouattara, qu'il a rejoint le gouvernement le 4 décembre 2010[21]. Soro est aussitôt « reconduit » dans ses fonctions par son rival Alassane Ouattara qui a également prêté serment à la République de Côte d'Ivoire ».

Le 6 décembre, il nomme un de ses proches, le président de l'Université de Cocody, le principal établissement universitaire d'Abidjan, Gilbert Marie N'Guessan à la présidence de la République.

[< Précédent](#)
[Suivant >](#)

Site audité par :  